



Le RARRe

RAPPORT
ANNUEL SUR LES
RISQUES ET LA
RÉSILIENCE

2025



QUESTIONNER

LES ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE
AUPRÈS DES HABITANTS
DE L'AIRE GRENOBLOISE

www.aurg.fr



Publications du RARRe sur www.aurg.fr



SOMMAIRE

- P.4 Le RARRe, rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise
- P.6 Une liste de 44 risques classés en 6 familles
- P.8 Fiche d'identité de l'enquête et définitions

PARTIE 1 LA VISION DE L'AVENIR

- P.9 La situation mondiale : comment va-t-elle évoluer ?
- P.10 En France : quels événements majeurs sont perçus comme probables d'ici 10 ans ?
- P.12 La situation locale : comment la qualité de vie de ma commune va-t-elle évoluer dans les 10 ans ?

PARTIE 2 LE REGARD DES HABITANTS SUR LES FAMILLES DE RISQUES DU RARRE

P.13

PARTIE 3 LE REGARD DES HABITANTS SUR LA CAPACITÉ D'ACTION DES ACTEURS LOCAUX FACE AUX RISQUES

- P.14 La confiance aujourd'hui dans les acteurs publics
- P.15 Son évolution dans les années à venir

PARTIE 4 LA REPRÉSENTATION DES RISQUES LOCAUX POUR LES HABITANTS DE L'AIRe GRENOBLOISE

- P.16 Environnement et climat
- P.18 Économie
- P.20 Services publics
- P.22 Cohésion locale
- P.24 Panorama global selon 4 "blocs" de risques
- P.26 Les facteurs socio-démographiques et politiques

Le RARRe

RAPPORT ANNUEL

SUR LES RISQUES ET LA RÉSILIENCE DANS L'AIRE GRENOBLOISE

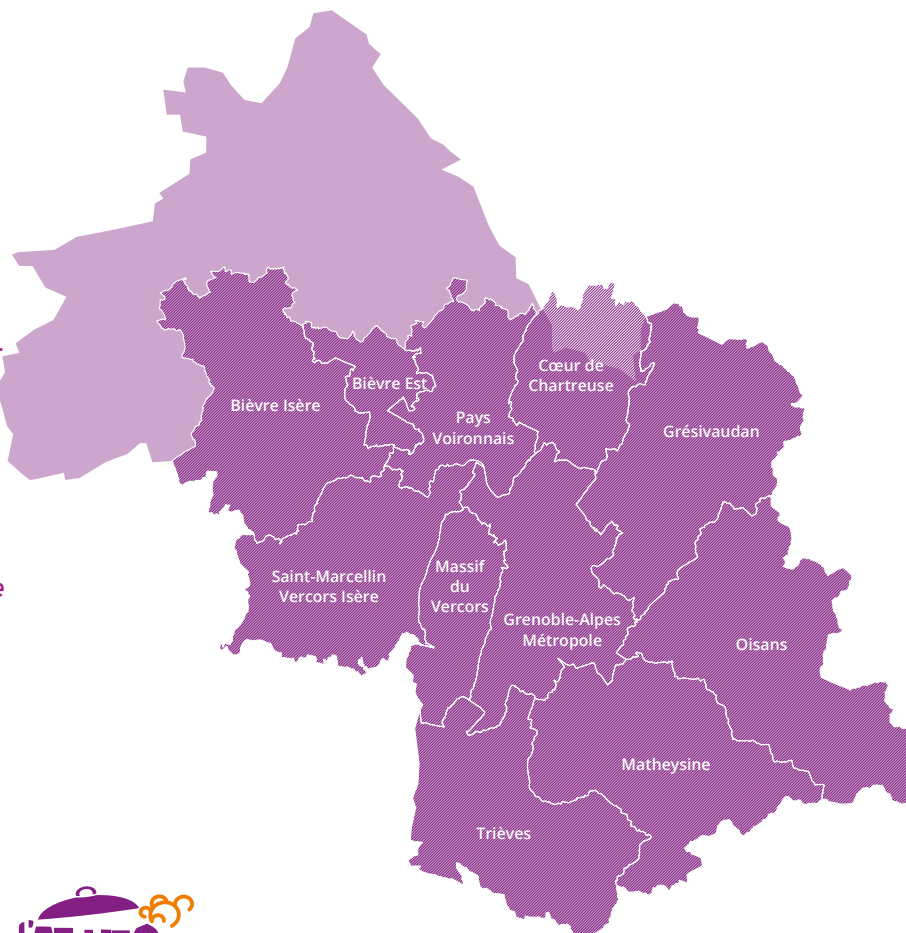
Une expérimentation locale et partenariale inédite, menée par l'Atelier des Futurs sur le modèle du *Global Risks Report* de Davos.

UN BAROMÈTRE LOCAL DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉS SYSTÉMIQUES

Le RARRe établit un état des lieux prospectif des risques et vulnérabilités systémiques susceptibles de concerner l'aire grenobloise (Sud Isère). Il se veut un outil de connaissance et d'aide à la décision, au service du débat public et de l'action publique locale.

Le RARRe est porté par l'Atelier des Futurs, collectif des acteurs locaux de la prospective créé en 2020 à l'initiative de l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Unis par une charte d'engagements, ils mutualisent des connaissances, impulsent des réflexions et initient des projets.

Le RARRe est le fruit du travail d'un groupe technique dédié, associant le Département de l'Isère, Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de communes Le Grésivaudan, la Ville de Grenoble, l'Établissement Public du SCoT de la Grande région de Grenoble, les Parcs naturels régionaux (PNR) du Vercors et de Chartreuse, Territoire de Sciences, l'équipe de recherche STEEP de l'INRIA, des chercheurs de l'Université Grenoble Alpes (laboratoire Pacte) et de Grenoble École de Management. L'Agence d'urbanisme est la cheville ouvrière du projet.



UNE MÉTHODE D'ÉLABORATION REPRODUCTIBLE

Le RARRe est une transposition locale du *Global Risks Report* porté par le Forum Économique Mondial ou « Forum de Davos ».

Le Rapport s'appuie sur différentes phases successives ou concomitantes : identification des risques et vulnérabilités touchant l'aire grenobloise, passés au crible de la documentation et de l'enquête, pour permettre une lecture croisée entre objectivation et perception. Cet état des connaissances (actualisable chaque année) est mis en débat au sein d'un Forum qui réunit principalement des élu-e-s de l'aire grenobloise.

La version 2024 du Rapport est fondée sur une liste de 44 risques (classés en 6 familles), directement issue de la liste du *Global Risks Report*.



CETTE PUBLICATION PRÉSENTE LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE À L'AUTOMNE 2024 AUPRÈS DE 1 004 HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

L'enquête porte sur la représentation des risques auprès de trois panels (habitants, élus, entreprises). Elle apporte également des éclairages sur la perception qu'ont les habitants sur les capacités d'action des acteurs publics locaux pour faire face à ces risques.

Pour cette seconde édition, l'enquête porte sur l'ensemble des habitants de l'aire grenobloise, avec une représentativité améliorée.

En complément, les élus et entreprises ont également été destinataires de l'enquête, avec, à noter, un nombre de répondants très modeste.

L'exploitation statistique des données se poursuit. Ce document constitue donc un premier rendu qui pourra être complété lors de la publication du Rapport sur les risques et la résilience (édition 2), prévue en fin d'année 2025.

Précisions

Pour l'édition 1 du RARRe, l'enquête, réalisée en 2023 concernait uniquement les habitants de Grenoble-Alpes Métropole, avec une représentativité par âge et profil sociologique.

UNE LISTE DE 44 RISQUES CLASSÉS EN 6 FAMILLES



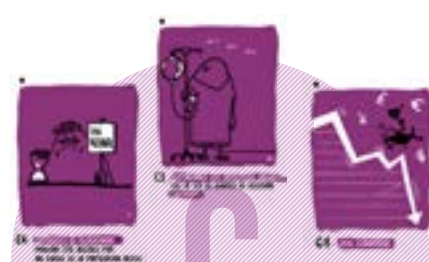
CHANGEMENT CLIMATIQUE, POLLUTIONS, EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES

- A1 – Hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique
- A2 – Fragilisation de filières économiques ou énergétiques
- A3 – Dégradation de l'état de santé des populations
- A4 – Dégradation de la qualité de vie en ville
- A5 – Dégradation des milieux naturels et des services qu'ils rendent
- A6 – Réduction des capacités locales de production agricole & alimentaire
- A7 – Risques technologiques & industriels



(IN) DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET (DYS) FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX

- B1 – Tensions sur les ressources en eau
- B2 – Difficultés d'approvisionnement alimentaire
- B3 – Difficultés d'approvisionnement énergétique
- B4 – Difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières
- B5 – Tensions sur l'usage du foncier
- B6 – Dégradation ou interruption des réseaux et infrastructures de transport
- B7 – Dysfonctionnement des réseaux de télécommunication et cyberattaques



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- C1 – Crise économique
- C2 – Dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs
- C3 – Baisse d'attractivité de certains emplois, métiers ou secteurs d'activité
- C4 – Difficultés de recrutement pouvant être accrues à terme par une baisse de la population active

LES PRINCIPALES PRODUCTIONS DE L'ÉDITION 2024 DISPONIBLES



Les 6 livrets-risques présentent un premier état de la connaissance disponible sur les manifestations locales et les perspectives d'évolution de chacun des 44 risques. Ils ont été rédigés entre avril et octobre 2023, sur la base d'une lecture des études identifiées et de la presse locale. Ils sont le reflet de notre niveau d'information actuel. Le monde de la recherche locale n'a pas été associé à cette première édition.



(IN) CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION

- D1 – Baisse des moyens humains et financiers dont disposent les acteurs publics
- D2 – Manque de coopération entre acteurs, entre institutions, entre territoires
- D3 – Incapacité des acteurs publics ou privés à générer de la confiance ou de l'adhésion
- D4 – Prédominance de la vision à court terme, incapacité à se projeter vers d'autres modèles de développement
- D5 – Dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique
- D6 – Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents

(IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX

- E1 – Dégradation de l'offre de soins
- E2 – Hausse du nombre de personnes en demande de soins
- E3 – Dégradation de la prise en charge des personnes vulnérables
- E4 – Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle
- E5 – Manque de logements décents et abordables
- E6 – Fragilisation du système éducatif et de formation
- E7 – Fragilisation de la justice et de la police
- E8 – Augmentation du coût des déplacements et difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile
- E9 – Difficultés d'accès et d'usage du numérique
- E10 – Difficultés d'accès aux services publics et aux droits

COHÉSION SOCIALE

- F1 – Hausse de la pauvreté
- F2 – Accroissement des inégalités, recul de la mixité sociale
- F3 – Perte d'attractivité de l'école publique et incapacité de l'école à assurer l'égalité des chances
- F4 – Enracinement d'activités illégales / criminelles
- F5 – Difficulté d'accueil et d'intégration des migrants et réfugiés climatiques
- F6 – Dégradation du « vivre ensemble »
- F7 – Augmentation des situations d'isolement et de leurs conséquences
- F8 – Généralisation de la peur de l'avenir, de l'éco-anxiété, sentiment d'impuissance
- F9 – Ruptures démographiques
- F10 – Développement des mouvements de protestation



Le Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise 2024 constitue la **synthèse** des connaissances et des enseignements construits tout au long de la démarche.

⇒ Il restitue dans les grandes lignes les **principaux résultats de l'enquête**.

⇒ Il propose une **lecture croisée** entre la documentation (consignée dans les livrets-risques) et la perception (issue des réponses à l'enquête).

⇒ Enfin, il ouvre des **perspectives** pour la poursuite de la démarche à partir des souhaits et attentes exprimés par les élus dans le cadre du Forum.



Documents à retrouver et télécharger sur www.aurg.fr onglet **RARRe**

LE PANEL



LES HABITANTS
DE L'AIRE GRENOBLOISE
(carte page 4)

LES DATES

NOVEMBRE 2024

L'ANALYSE

Exploitation statistique réalisée par l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise.

LE QUESTIONNAIRE

Constitué de **35 QUESTIONS**, il interroge les habitants sur leur représentation des risques et de la résilience de leur territoire.

Administré par téléphone pour

801 RÉPONDANTS

(durée moyenne : 20 min.)

et par voie numérique

pour **203 RÉPONDANTS**.

LES RÉPONDANTS

1 004 enquêtés, représentatifs des habitants de l'aire grenobloise (pas à l'échelle de l'EPCI) selon l'âge, le sexe, la densité de territoire (rural, périurbain, urbain...).



En complément, deux autres panels ont été sollicités par voie numérique en février-mars 2025 :

LES ÉLUS (54 répondants)



LES ENTREPRISES et ACTEURS DU MONDE ÉCONOMIQUE (55 répondants)

L'analyse est en cours au moment de la publication de ce document.

DÉFINITIONS

Un risque est la possibilité qu'un aléa se produise et touche une population vulnérable à cet aléa. Il ne faut donc pas confondre aléa, risque et vulnérabilité. L'aléa est un phénomène (naturel ou technologique) plus ou moins probable sur un espace donné. Le risque exprime le niveau d'effet prévisible de ce phénomène sur des enjeux (l'homme et ses activités). Il peut être défini comme la probabilité d'occurrence de dommage compte tenu des interactions entre facteurs d'endommagement (aléas) et facteurs de vulnérabilité (peuplement, répartition des biens). La notion de risque recouvre à la fois le danger de catastrophe et la perception qu'en a la société, l'endommagement potentiel, comme celle de l'endommagement effectif.

La résilience est la capacité d'un système à revenir à son état initial après avoir été perturbé. De façon plus précise, l'UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction) définit la résilience comme « la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques, de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger (...) On doit vivre avec l'impossibilité d'éliminer les dommages, tout en essayant de les limiter.

De ce fait, la résilience reconnaît que le dommage n'est plus lié à une relation entre deux facteurs, comme entre aléa et vulnérabilité, mais à un ensemble de facteurs en interaction, à un système. Les origines de la notion sont principalement liées à la physique, à la psychologie et à l'écologie. Quel que soit son champ d'application, la notion est née de l'analyse systémique (globale et multifactorielle, interactions entre les risques naturels, technologiques, géopolitiques, économiques, sociaux, etc.) et leurs effets.

Source : GéoConfluences

LA VISION DE L'AVENIR DES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

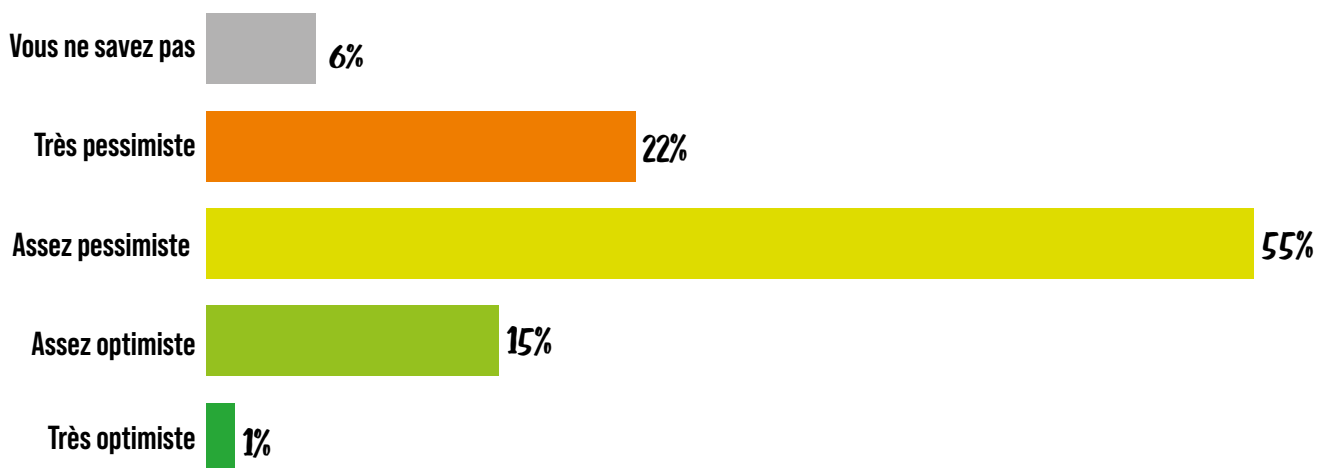
Évolution mondiale, risques globaux à l'échelle nationale, qualité de vie locale : l'enquête met en lumière une population globalement plus pessimiste sur la situation mondiale que sur la situation locale.

LA SITUATION MONDIALE : COMMENT VA-T-ELLE ÉVOLUER ?



PLUS DE 77 % DES HABITANTS INTERROGÉS SE DÉCLARENT PESSIMISTES CONCERNANT L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONDIALE.

Concernant l'évolution de la situation mondiale globale, vous êtes... ?



Parmi les « très pessimistes », on retrouve notamment les habitants qui se déclarent en difficulté financière. 34 % d'entre eux se disent « très pessimistes » contre 22 % des habitants de l'aire grenobloise.

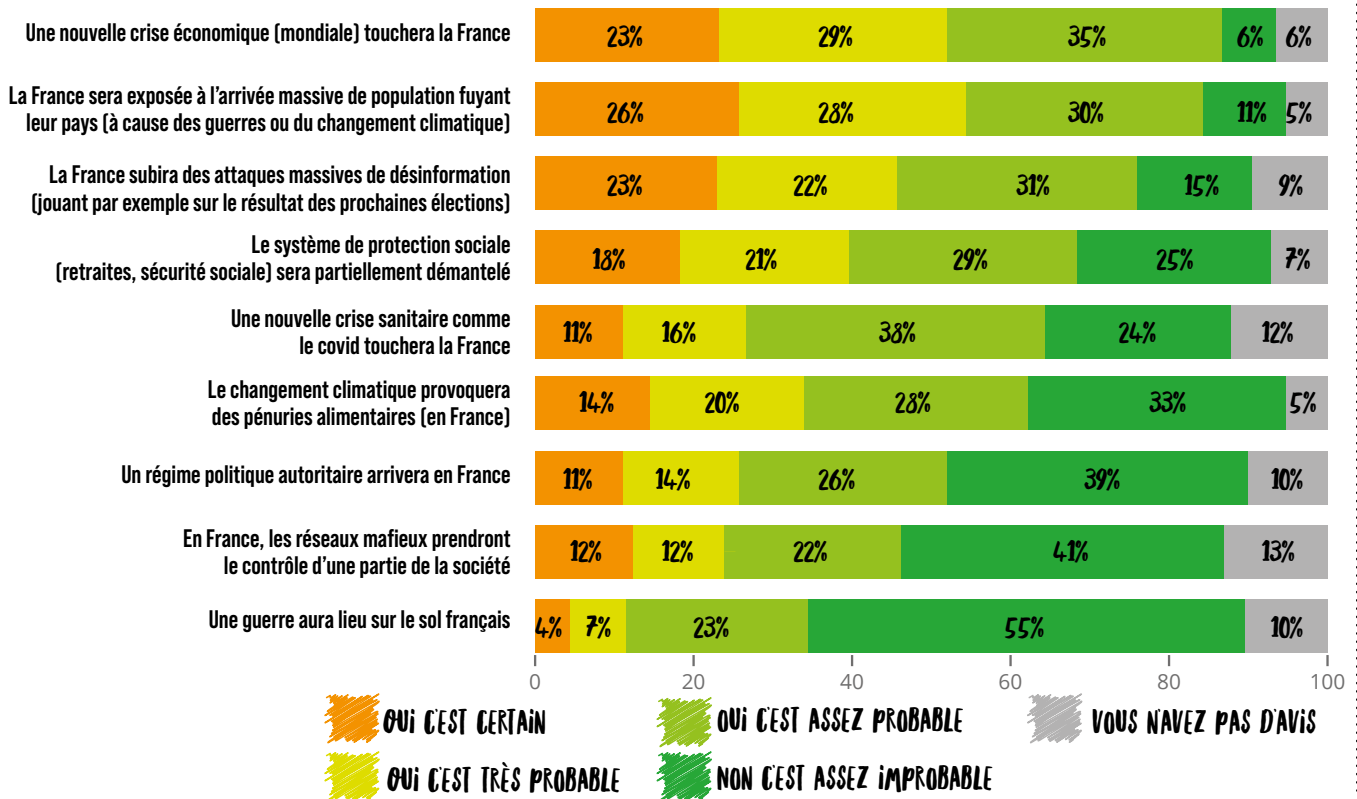
Inversement, alors que seuls 15 % des habitants se déclarent « assez optimistes », cette proportion double parmi les jeunes, les habitants de Grenoble, les personnes seules et les ouvriers.

EN FRANCE : QUELS ÉVÉNEMENTS MAJEURS SONT PERÇUS COMME PROBABLES D'ICI 10 ANS ?



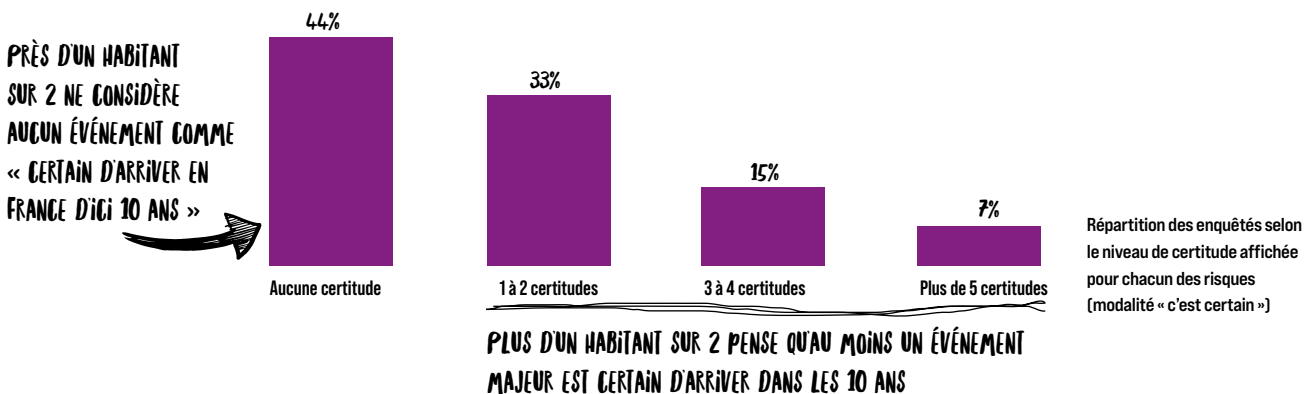
1 HABITANT SUR 2 JUGE TRÈS PROBABLE OU CERTAIN LA SURVENUE D'ÉVÉNEMENTS TELS QU'UNE NOUVELLE CRISE ÉCONOMIQUE OU UN AFFLUX MASSIF DE POPULATION.

D'ici 10 ans pensez-vous que...



Les quatre événements jugés les plus probables sont une nouvelle crise économique, un afflux massif de population, des attaques massives de désinformation et un démantèlement partiel du système de protection sociale.

Parmi les 9 « événements-majeurs » proposés ci-dessus :





■ DES ÉCARTS SONT PRÉSENTS SELON LES PROFILS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET GÉNÉRATIONNELS

En moyenne, les jeunes, les catégories populaires et les personnes en difficulté financière ont tendance à estimer les événements comme plus probables, par rapport à l'ensemble des habitants. Tandis que les retraités les évaluent généralement comme moins probables.

Une nouvelle crise économique est perçue comme très probable par un habitant sur deux, notamment parmi les personnes en difficulté budgétaire, alors que cette probabilité est jugée plus faible par les personnes retraitées.

De même, l'arrivée massive de population en France est estimée très probable par un habitant sur deux.

La probabilité **d'attaques massives de désinformation** est également jugée élevée : près d'un habitant sur deux juge ce scénario certain ou très probable. Cette perception est particulièrement présente parmi les familles monoparentales et les locataires HLM.

Seul un habitant sur quatre estime assez improbable **un démantèlement partiel du système de protection sociale**. Cette hypothèse est jugée plus probable par les familles et les actifs âgés de 30 à 60 ans, tandis que les retraités lui attribuent une probabilité plus faible.

La perception d'une nouvelle crise sanitaire de type Covid divise fortement les répondants, sans tendance nette qui se dégage.

Concernant **les pénuries alimentaires liées au changement climatique**, un tiers des habitants juge ce risque très probable ou certain. Cette perception est plus marquée chez les jeunes, les employés et les personnes en difficulté financière. Un autre tiers des habitants le considère au contraire comme assez improbable. Et les retraités l'évaluent comme moins probable que la moyenne.

L'instauration d'un régime politique autoritaire en France et la prise de contrôle de la société par des réseaux mafieux sont jugées certaines ou très probables par un habitant sur quatre. Ce dernier scénario est perçu comme encore moins probable par les jeunes.

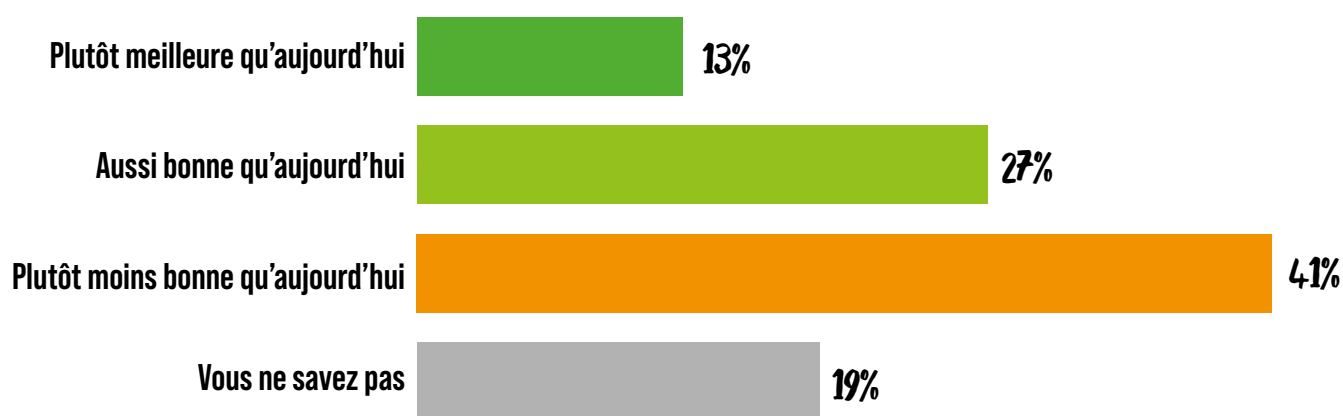
La survenue d'une guerre sur le sol français est estimée certaine ou très probable par moins d'un habitant sur dix, ce qui en fait le risque jugé le moins probable. Les catégories qui jugent ce risque certain et très probable incluent les ouvriers, les personnes peu diplômées et les locataires HLM.


LA SITUATION LOCALE : COMMENT LA QUALITÉ DE VIE DE MA COMMUNE VA-T-ELLE ÉVOLUER DANS LES 10 ANS ?




41 % DES HABITANTS ESTIMENT QUE LA QUALITÉ
DE VIE LOCALE SE DÉGRADERA.

D'ici 10 ans, vous pensez que la qualité de vie dans votre commune sera...



 Aucun profil sociodémographique ne se distingue particulièrement parmi ceux qui anticipent une dégradation de la qualité de la vie à l'échelle locale.

 Les jeunes, les étudiants ainsi que les ouvriers et employés sont proportionnellement plus nombreux à envisager une amélioration de la qualité de vie locale : un habitant sur cinq au sein de ces catégories pense qu'elle sera meilleure d'ici dix ans, contre seulement un sur dix pour l'ensemble des personnes interrogées.

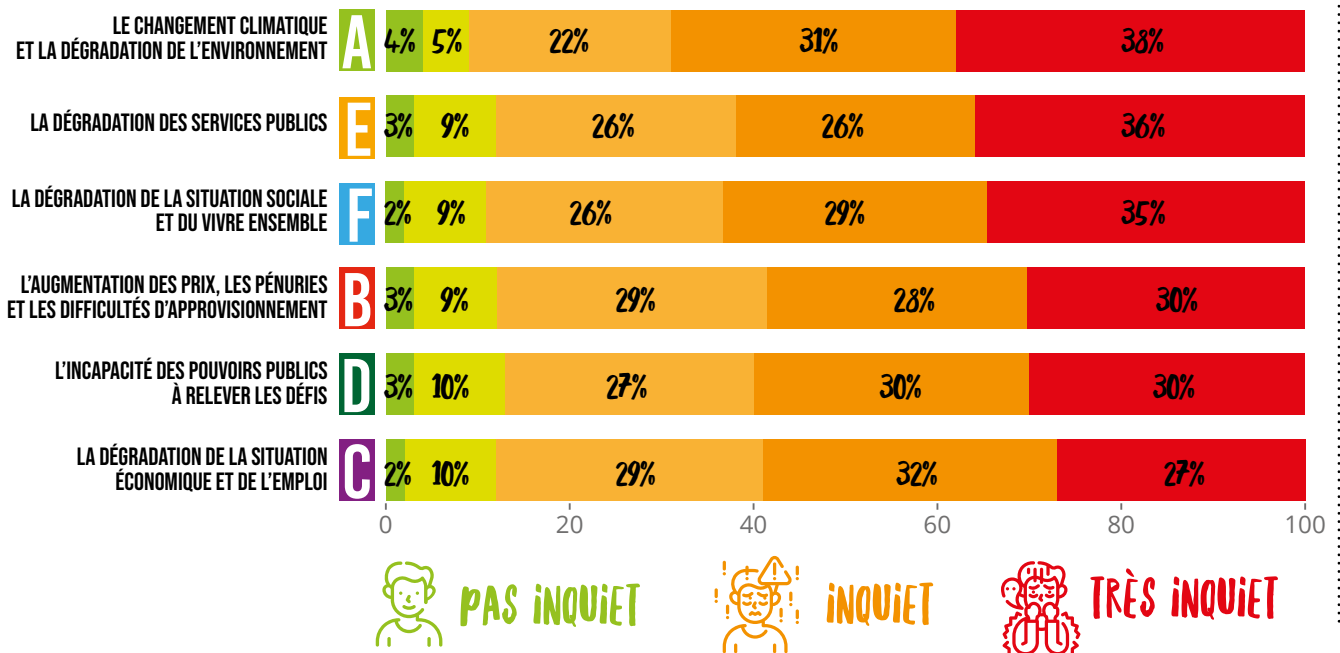
LE REGARD DES HABITANTS SUR LES FAMILLES DE RISQUES DU RARRE

Le RARRe explore les risques dans toute leur diversité : économiques, climatiques, sociétaux, sociaux... Les habitants étaient invités à exprimer leur inquiétude sur les six familles de risques que comporte la démarche.



**POUR L'ENSEMBLE DES FAMILLES DE RISQUES :
UNE INQUIÉTUDE ÉLEVÉE ET ÉQUIVALENTE
QUELLE QUE SOIT LA FAMILLE.**

Pouvez-vous donner votre niveau d'inquiétude allant de 1 pour « pas du tout inquiet » à 5 pour « très inquiet » pour chaque famille de risques ?



Pour chaque famille de risques, les habitants se répartissent en quatre groupes :

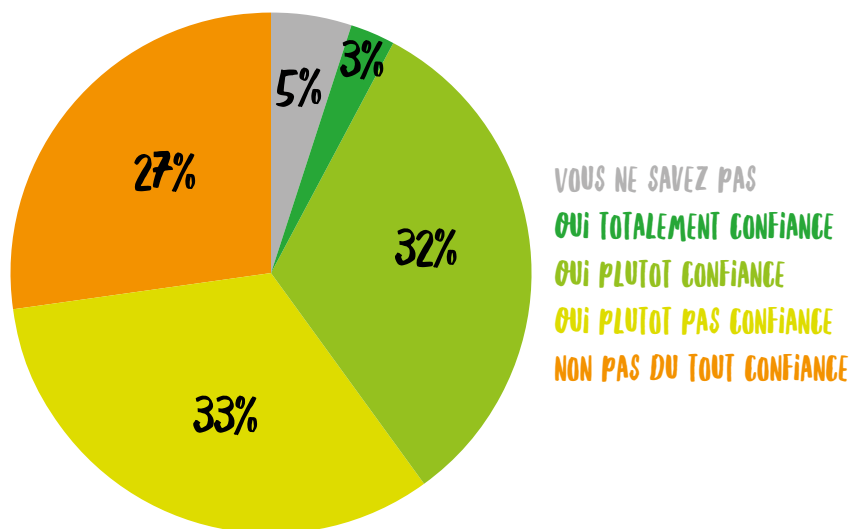
- 33 % se déclarent très inquiets (niveau d'inquiétude 5)
- 29 % se déclarent inquiets (niveau d'inquiétude 4)
- 27 % se déclarent moyennement inquiets (niveau d'inquiétude 3)
- 11 % se déclarent pas inquiets (niveaux d'inquiétude 1 et 2)

LE REGARD DES HABITANTS SUR LA CAPACITÉ D'ACTION DES ACTEURS LOCAUX FACE AUX RISQUES

LA CONFIANCE AUJOURD'HUI DANS LES ACTEURS PUBLICS

1 HABITANT SUR 3 S'ESTIME CONFIANT VIS-À-VIS DES ACTEURS PUBLICS QUANT À LEUR CAPACITÉ À PROTÉGER LES POPULATIONS FACE AUX RISQUES.

Avez-vous confiance dans les acteurs publics (État, ville, département) pour protéger les populations des risques auxquels elles sont exposées ?



Les habitants se divisent en trois groupes.

Un tiers exprime une confiance relative, notamment les personnes se situant au centre de l'échiquier politique, dont 50 % déclarent faire confiance.

Un autre tiers se montre réservé (« plutôt pas confiance »).

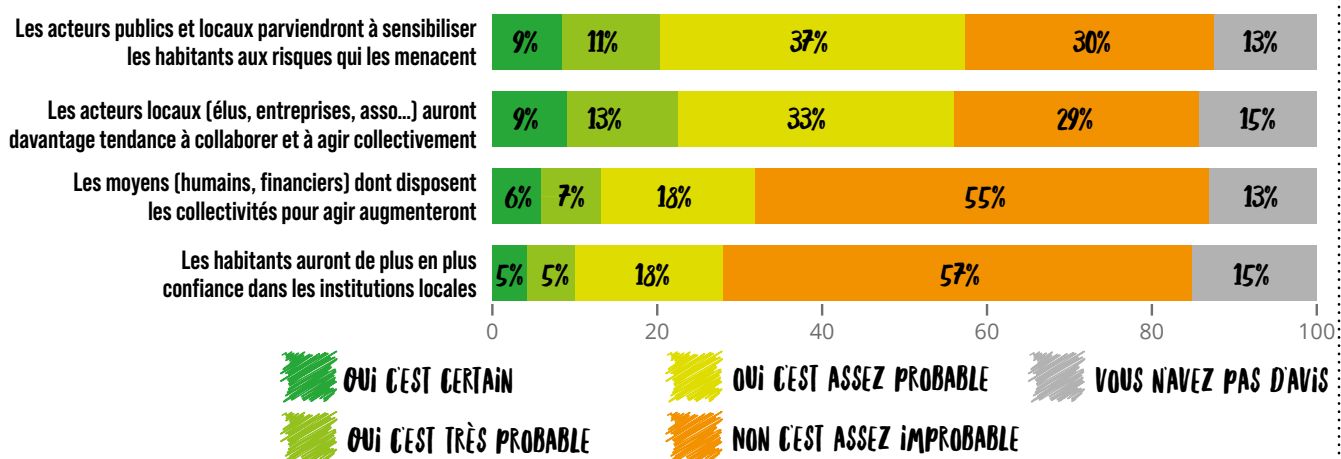
Tandis qu'un quart affirme n'avoir « pas du tout confiance ». Ce dernier groupe est principalement composé de personnes socialement défavorisées : ouvriers, personnes peu diplômées et en difficulté financière.

À noter que les habitants les plus pessimistes (concernant l'évolution de la situation mondiale) sont aussi les moins confiants dans la capacité des acteurs publics à protéger les populations face aux risques.



SON ÉVOLUTION DANS LES ANNÉES À VENIR

Dans les années à venir, face aux risques et aux défis, pensez-vous que...



Les habitants estiment plus probable une amélioration future de la capacité des acteurs publics à sensibiliser les habitants aux risques, ainsi qu'un renforcement de la collaboration et de l'action collective entre acteurs locaux.

En revanche, ils sont bien moins nombreux à croire en une progression des moyens ou de la capacité des habitants à faire confiance aux institutions locales : plus d'un habitant sur deux considère ces deux améliorations comme « assez improbables ».

LA REPRÉSENTATION DES RISQUES LOCAUX POUR LES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

RISQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

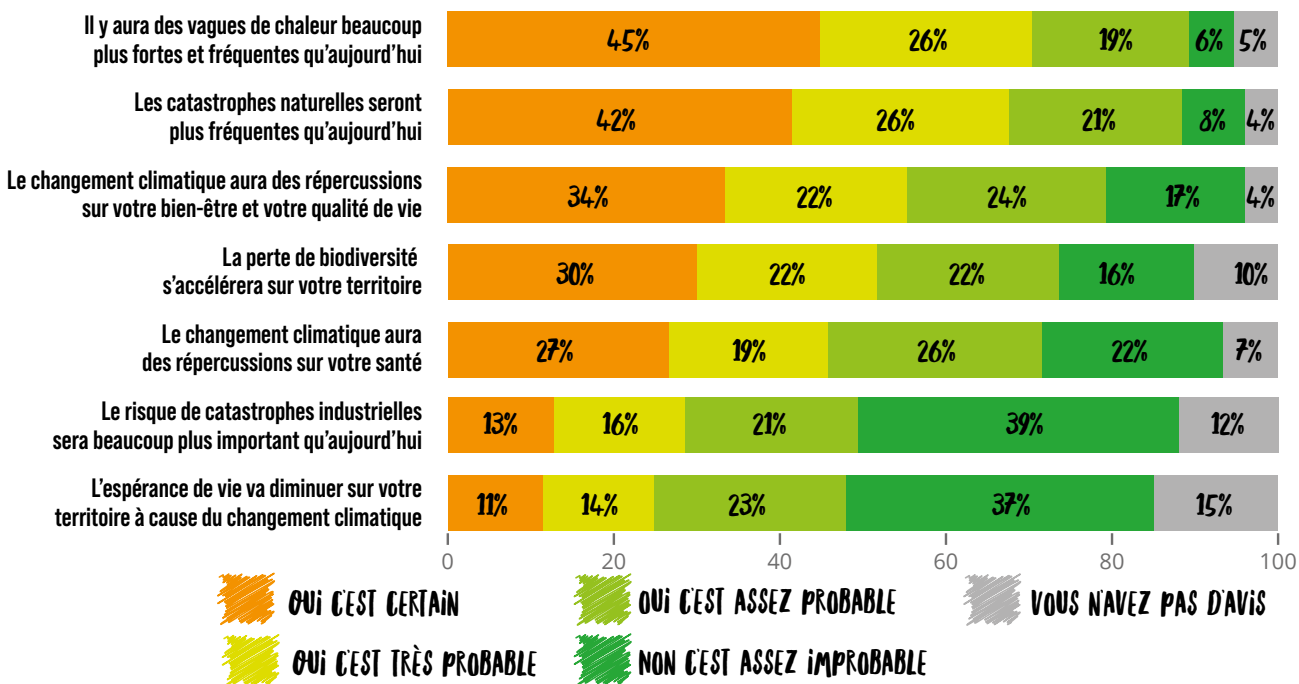


LES DEUX RISQUES CONSIDÉRÉS COMME LES PLUS PROBABLES
SONT AUSSI CEUX JUGÉS LES PLUS INQUIÉTANTS.

IL S'AGIT DE L'AUGMENTATION DES CATASTROPHES NATURELLES
ET DES VAGUES DE CHALEUR.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans pensez-vous que...



L'augmentation des vagues de chaleur et celle des catastrophes naturelles ont été considérées comme certaines par près d'un habitant sur deux.

Les risques moins médiatisés ou plus techniques comme la baisse d'espérance de vie ou les catastrophes industrielles ont été estimés comme moins probables que la moyenne par les répondants.

PARMI LES 854 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

LES DEUX RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :

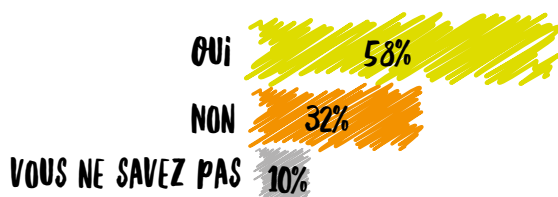


LES CATASTROPHES NATURELLES SERONT PLUS FRÉQUENTES QU'AUJOURD'HUI

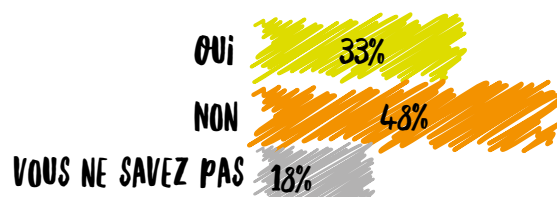
RISQUE CHOISI PAR **32 %** DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : plus d'un répondant sur deux considère qu'il est possible d'agir à l'échelle locale. Toutefois une moitié considère que les pouvoirs locaux n'ont pas pris de mesures pour limiter ce risque.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?

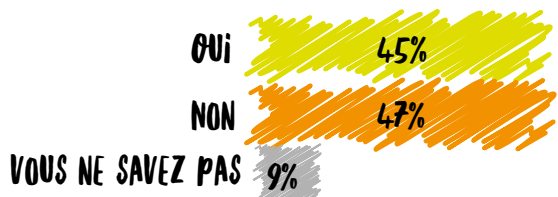


IL Y AURA DES VAGUES DE CHALEUR BEAUCOUP PLUS FORTES ET FRÉQUENTES QU'AUJOURD'HUI

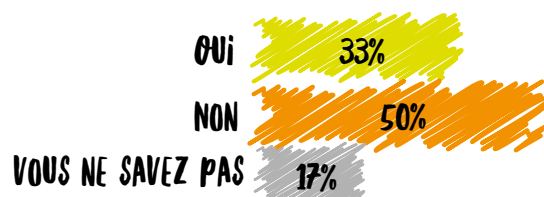
RISQUE CHOISI PAR **20 %** DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : 45 % considèrent qu'il est possible d'agir à l'échelle locale. Et la moitié pense que les pouvoirs locaux n'ont pas pris de mesures pour limiter ce risque.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



ÉCONOMIE

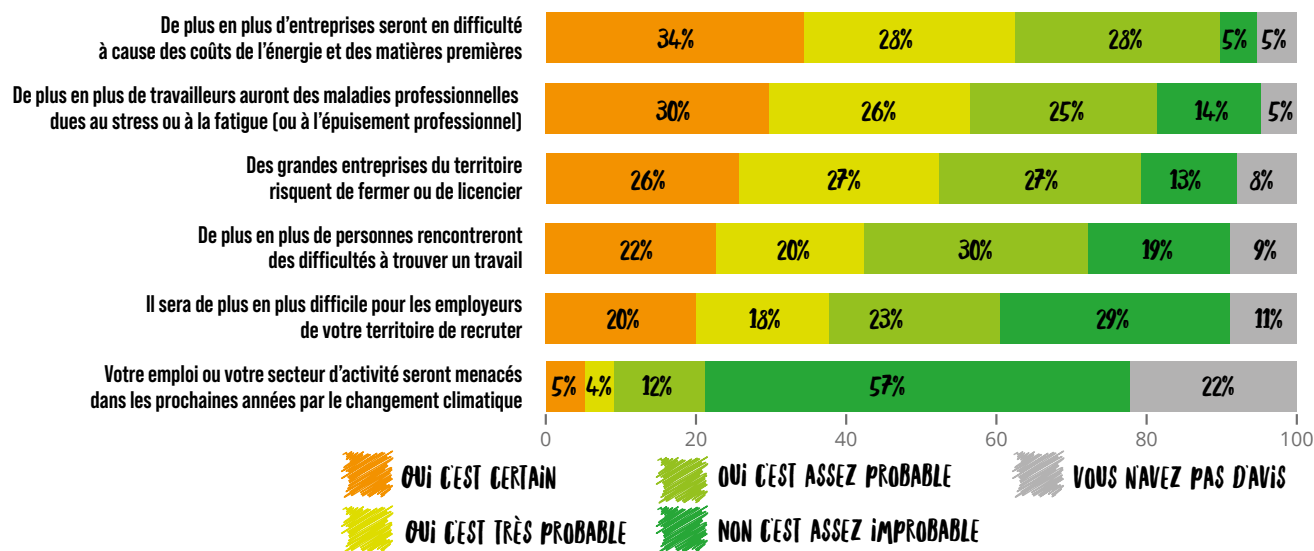
RISQUES LIÉS À L'AUGMENTATION DES PRIX, AUX PÉNURIES ET AUX DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT, À LA DÉGRADATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI



LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES LIÉES À LA HAUSSE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES SONT JUGÉES PRÉOCCUPANTES. LES MALADIES PROFESSIONNELLES SONT ÉGALEMENT ÉVOQUÉES.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans pensez-vous que...



Les difficultés des entreprises liées à l'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières et l'augmentation des maladies professionnelles dues au stress et à la fatigue sont parvenues en tête devant les risques de licenciement et de fermetures d'entreprises ainsi que devant les difficultés à trouver un travail. Les habitants considèrent comme peu probables les menaces potentielles sur leur emploi ou secteur d'activité liées au changement climatique.

PARMI LES 828 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

LES DEUX RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :

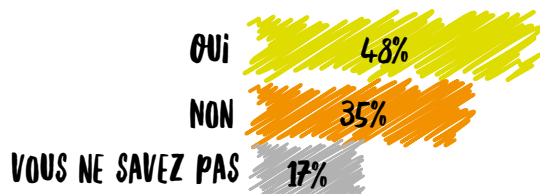


DE PLUS EN PLUS D'ENTREPRISES SERONT EN DIFFICULTÉ À CAUSE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

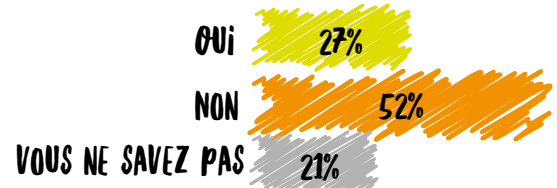
RISQUE CHOISI PAR 33 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : 48 % pensent qu'une action locale est possible,
mais un répondant sur deux estime qu'aucune mesure n'a encore été prise.

Question : pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Question : pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des
mesures permettant de limiter ce risque ?

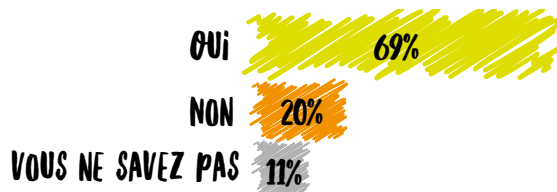


DE PLUS EN PLUS DE TRAVAILLEURS AURONT DES MALADIES PROFESSIONNELLES DUES AU STRESS OU À LA FATIGUE

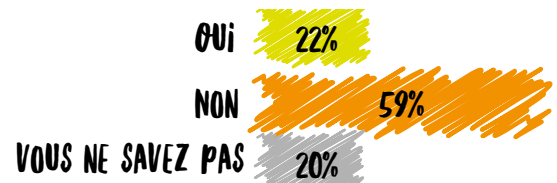
RISQUE CHOISI PAR 21 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : 69 % des répondants estiment qu'une réponse locale est possible.
59 % considèrent qu'aucune mesure n'a encore été prise.

Question : pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Question : pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris
des mesures permettant de limiter ce risque ?



SERVICES PUBLICS

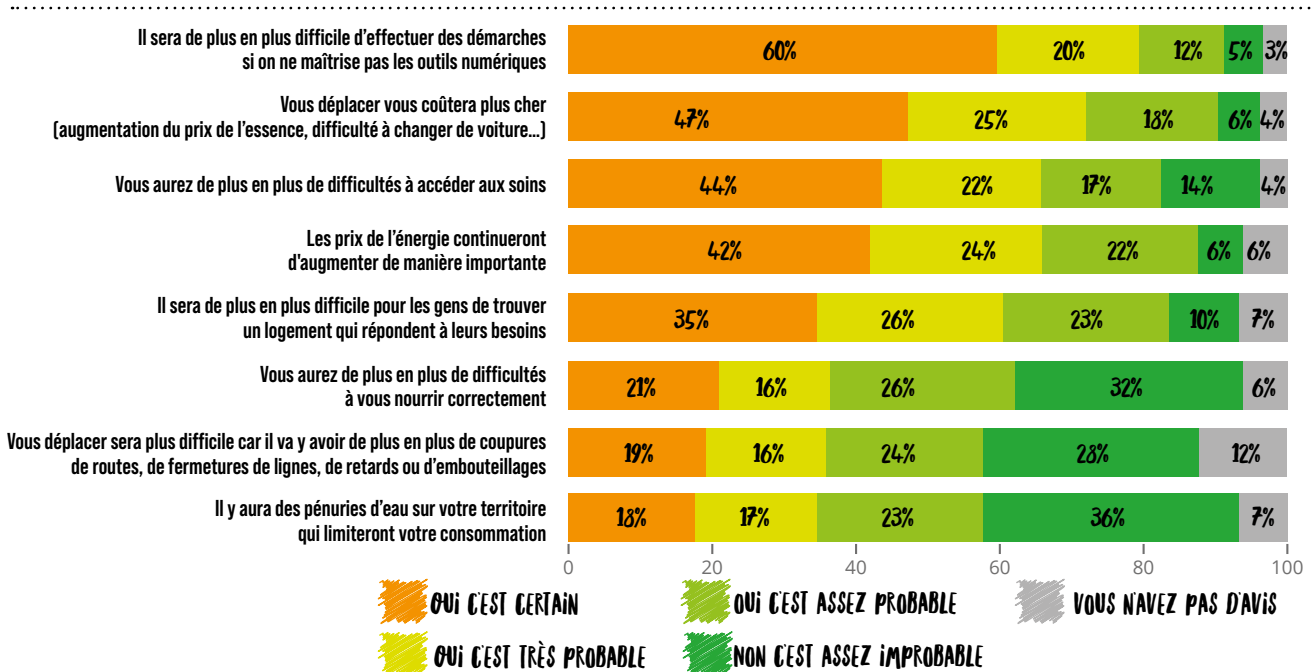
RISQUES IMPACTANT LA CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS



L'AUGMENTATION DES DIFFICULTÉS LIÉES AUX DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, L'AUGMENTATION DES COÛTS DE DÉPLACEMENT ET DES PRIX DE L'ÉNERGIE SONT CONSIDÉRÉS COMME PROBABLES. LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SOINS FIGURENT EN TÊTE DES PRÉOCCUPATIONS.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans pensez-vous que...



Le risque de pénuries d'eau limitant la consommation sur le territoire est estimé le moins probable par les répondants, avec 18 % de certitude contre 36 % en moyenne pour l'ensemble des risques.

PARMI LES 937 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

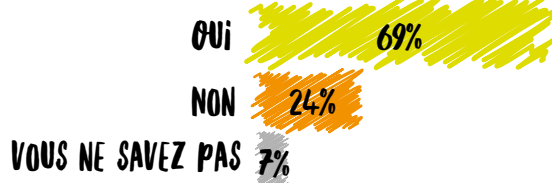
LES TROIS RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :



VOUS AUREZ DE PLUS EN PLUS DE DIFFICULTÉS À ACCÉDER AUX SOINS

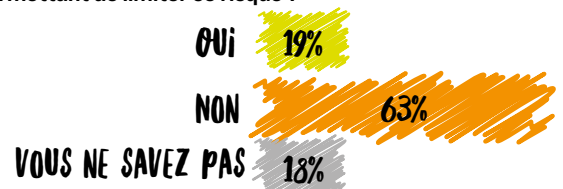
RISQUE CHOISI PAR **40 %** DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Leur regard sur l'action locale : une majorité des répondants estime qu'il est possible d'agir localement sur cet enjeu et que des mesures n'ont pas été prises.

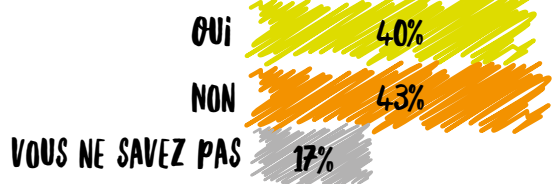
Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



EX AEQUO LES PRIX DE L'ÉNERGIE CONTINUERONT D'AUGMENTER

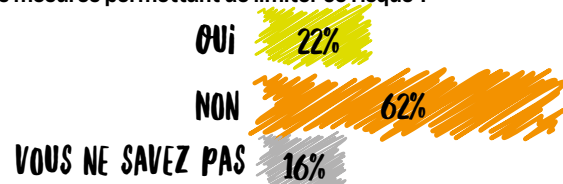
RISQUE CHOISI PAR **12 %** DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Leur regard sur l'action locale : seuls 40 % pensent qu'une action locale est envisageable. 62 % des répondants estiment qu'aucune mesure n'a été prise localement.

Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



EX AEQUO IL Y AURA DES PÉNURIES D'EAU QUI LIMITERONT VOTRE CONSOMMATION

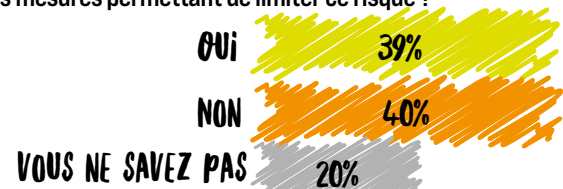
RISQUE CHOISI PAR **11 %** DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Leur regard sur l'action locale : une majorité considère qu'il est possible d'agir à l'échelle locale. Toutefois les répondants sont partagés dans l'évaluation des actions déjà mises en œuvre.

Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



COHÉSION SOCIALE

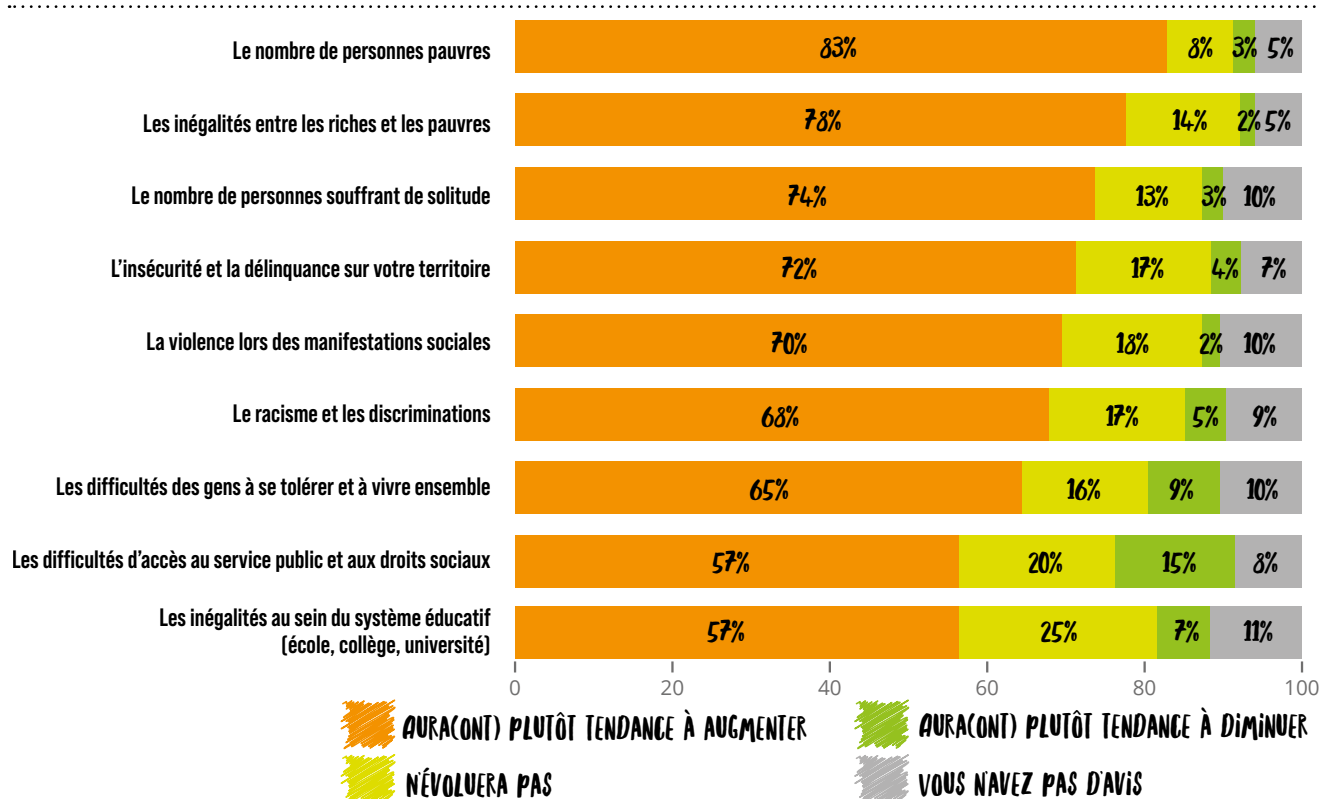
RISQUES LIÉS À LA DÉGRADATION DE LA SITUATION SOCIALE ET DU VIVRE ENSEMBLE



LES RISQUES CONSIDÉRÉS COMME PROBABLES SONT L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS, L'AUGMENTATION DE L'INSÉCURITÉ ET DE LA DÉLINQUANCE, INQUIÈTE LE PLUS.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans pensez-vous que...



Les habitants estiment que les risques liés à l'aggravation des précarités socio-économiques sont ceux qui devraient le plus s'intensifier dans les années à venir. Leur avis est plus partagé concernant l'évolution des risques liés à l'accès aux droits.

PARMI LES 973 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

LES DEUX RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :



L'INSÉCURITÉ ET LA DÉLINQUANCE SUR VOTRE TERRITOIRE

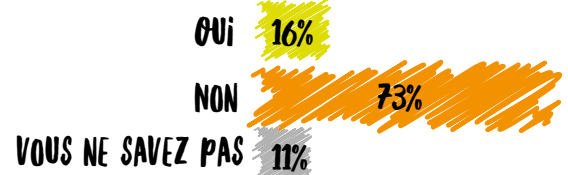
RISQUE CHOISI PAR 31 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : la majorité pense qu'une action locale est possible, mais très peu considèrent que des mesures concrètes ont été prises.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?

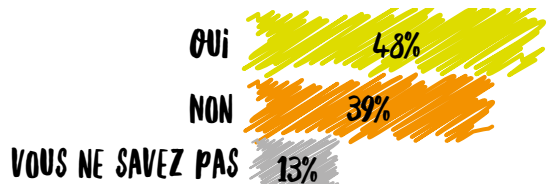


LES INÉGALITÉS ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

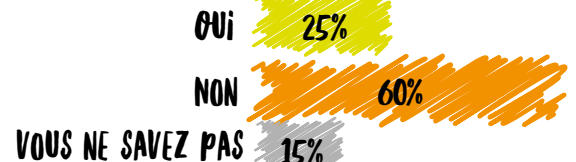
RISQUE CHOISI PAR 13 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : les avis sont plus partagés sur une action locale possible. Cependant 60 % considèrent que des mesures n'ont pas été prises.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?

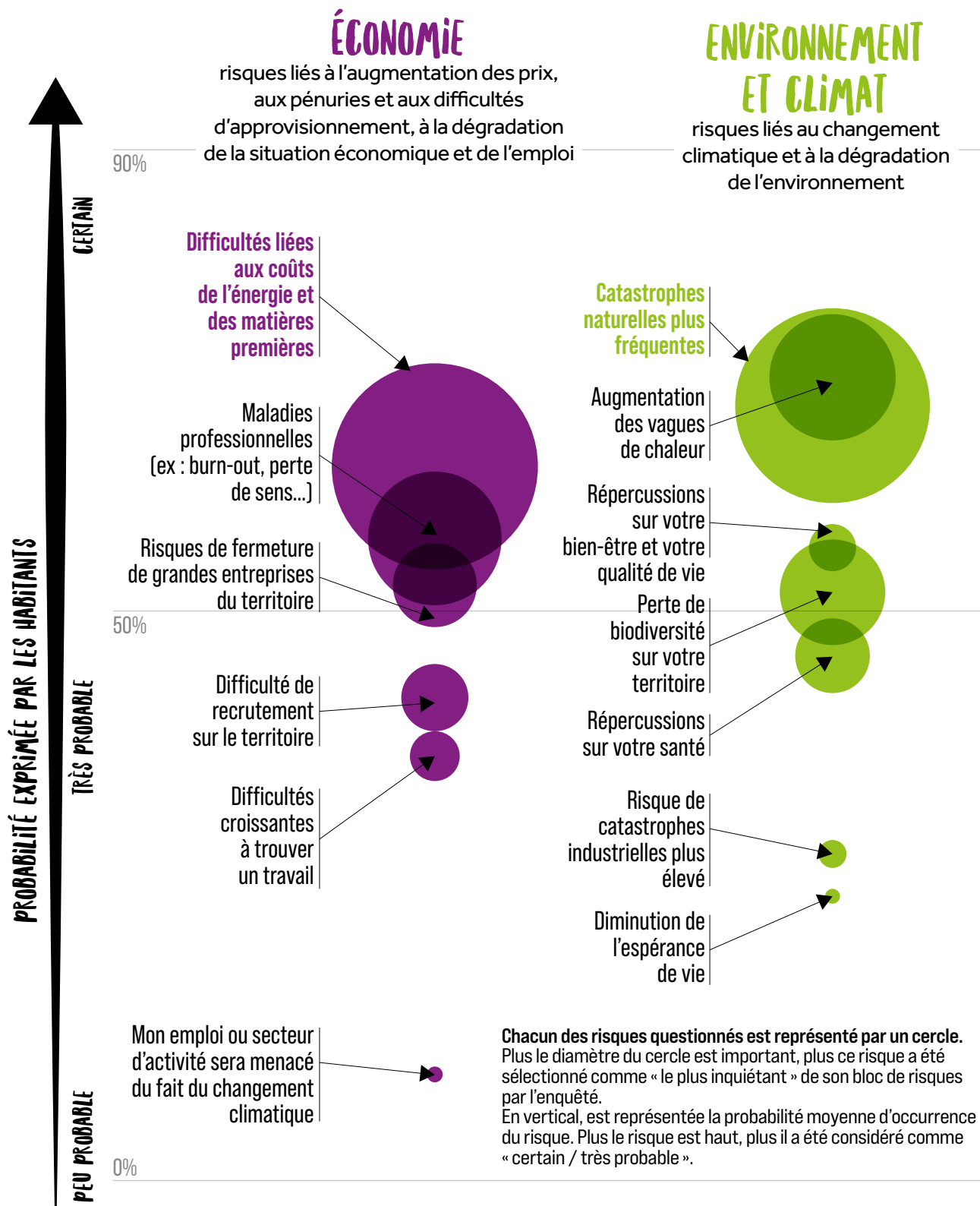


Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



PANORAMA GLOBAL SELON 4 BLOCS DE RISQUES

Pour des besoins liés à l'enquête, à l'analyse des réponses et à la visualisation des résultats, les risques locaux interrogés ont été regroupés en quatre « blocs » de risques :



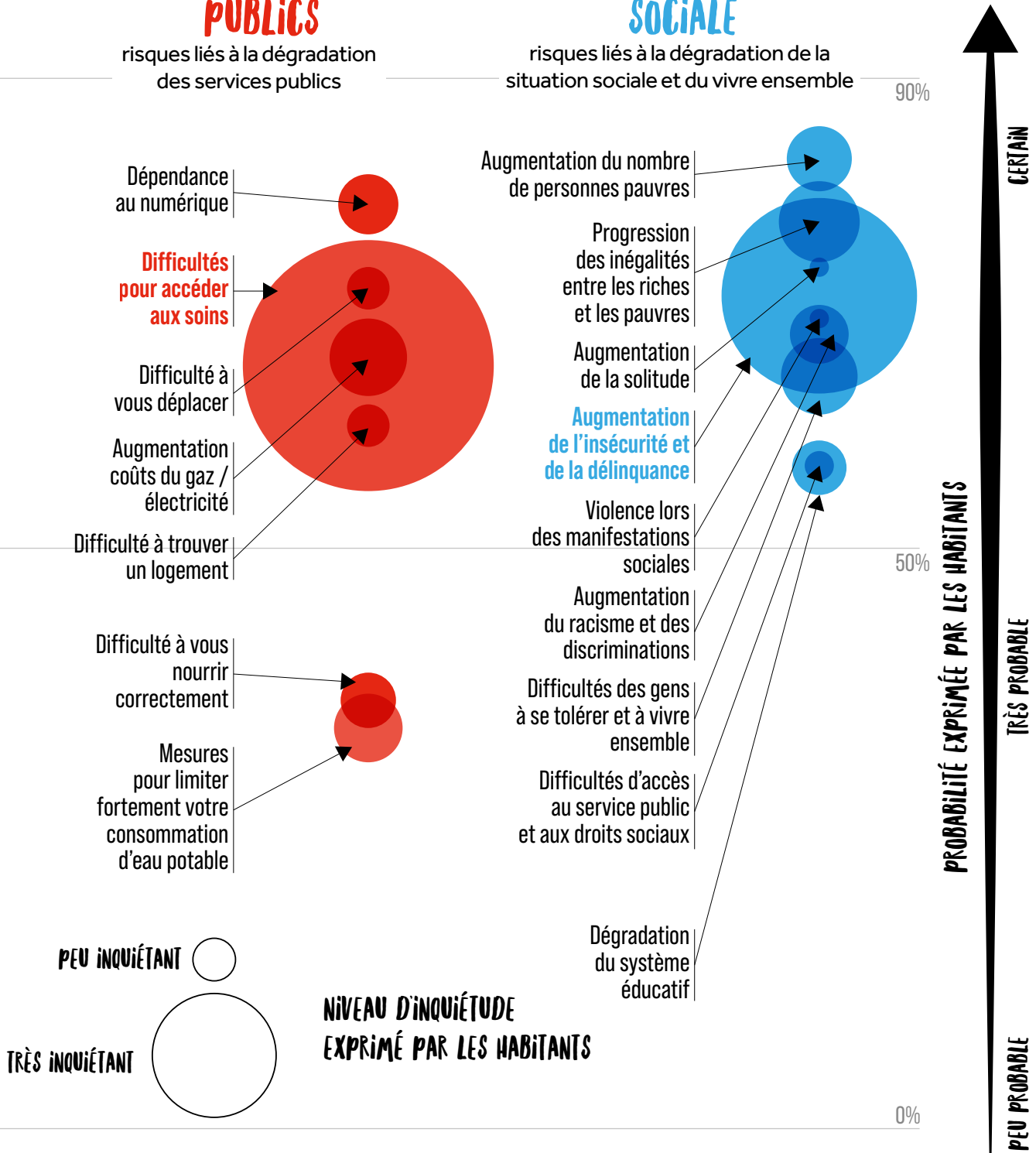
Les risques considérés par les habitants comme étant les plus inquiétants sont : les difficultés d'accès aux soins, l'augmentation de l'insécurité et de la délinquance, les catastrophes naturelles, les difficultés des entreprises à cause des coûts de l'énergie et des matières premières

SERVICES PUBLICS

risques liés à la dégradation des services publics

COHÉSION SOCIALE

risques liés à la dégradation de la situation sociale et du vivre ensemble



QUELLE INFLUENCE DES FACTEURS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET POLITIQUES SUR LA REPRÉSENTATION DES RISQUES ?

L'analyse des réponses des habitants à l'enquête révèle des écarts de représentation selon les profils sociodémographiques et politiques.

Le niveau social (CSP, diplôme) et l'aisance financière sont les principales variables explicatives des représentations des risques et de la résilience. La sensibilité politique et en particulier le fait de se considérer, comme étant proche des idées défendues par « le Centre », est également un marqueur fort de différenciation des comportements de réponse. En revanche, l'âge, le genre et le type de territoire d'habitation ont, en moyenne, un impact faible sur la représentation des risques.

Les personnes en difficulté financière, les locataires HLM, les moins diplômés, les employés et ouvriers expriment des niveaux d'inquiétude nettement supérieurs à la moyenne, en particulier sur les risques économiques, climatiques et sociaux. Les professions intermédiaires sont également sensibles à ces risques, tandis que les cadres et les personnes qui se considèrent financièrement à l'aise se montrent plus rassurés, notamment sur les questions économiques.

Les femmes apparaissent plus préoccupées par les effets du changement climatique sur la santé et les services essentiels (eau, soins, alimentation).

Les 18-24 ans se montrent inquiets pour l'avenir de l'emploi et leur qualité de vie future, tandis que les 46-60 ans se distinguent par une forte inquiétude vis-à-vis du lien social, des inégalités, de la violence et de l'affaiblissement du système de protection sociale.

Le territoire de résidence influe sur deux sujets : les ruraux et périurbains s'inquiètent davantage de l'accès aux services publics (notamment l'accès aux démarches administratives) et des conséquences économiques locales.

Sur le plan politique, les personnes de gauche sont plus inquiètes du changement climatique et des inégalités, tandis que celles de droite expriment davantage de préoccupations sur la sécurité, les manifestations sociales et la capacité de l'État à faire face. Les personnes au centre, elles, se montrent globalement moins inquiètes.

Le statut familial joue aussi : les personnes seules et les couples avec enfants sont plus préoccupés par le changement climatique, tandis que les personnes seules ou les couples sans enfant sont préoccupés par l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la solitude.



EN DÉTAIL

■ CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (CSP)

Professions intermédiaires : plus inquiètes vis-à-vis du changement climatique et des risques économiques.

Cadres : davantage préoccupés par les risques d'inégalités et les inégalités éducatives, mais moins par la situation économique et l'emploi.

Employés et ouvriers : très sensibles aux enjeux économiques et d'emploi, inquiets des risques de fermeture d'entreprises, de maladies professionnelles et d'une incapacité des pouvoirs publics.

Professions intermédiaires et ouvriers : considèrent les risques économiques à venir comme les plus probables.

■ DIPLÔME

Peu diplômés : davantage inquiets des coupures de routes, de la violence en manifestation et du changement climatique sur leur secteur d'activité.

Diplômés : moins représentés dans les catégories exprimant une inquiétude marquée pour l'accès aux droits sociaux et les risques économiques.

■ NIVEAU DE REVENU

Personnes en difficulté financière : nettement plus préoccupées par l'ensemble des risques. Elles expriment une forte inquiétude concernant la dégradation des services publics, l'augmentation des prix et les pénuries, les inégalités, l'accès au logement, aux soins, et à l'alimentation.

Personnes aisées financièrement : moins inquiètes de la situation économique ; seule 1 personne sur 5 se déclare « très inquiète » à ce sujet.

■ SEXE

Femmes : plus préoccupées que la moyenne par les effets du changement climatique sur la santé, par les risques de pénurie d'eau, de difficultés à se nourrir, d'accès aux soins et d'inégalités éducatives.

Hommes : ne ressortent pas de façon notable.

■ ÂGE

Jeunes (18-30 ans) : plus inquiets des effets du changement climatique sur la qualité de vie et la santé. Ils considèrent comme plus probables les difficultés futures à trouver un emploi et les effets du climat sur leur secteur professionnel. Ils sont moins concernés par la dégradation des services publics.

31-45 ans : sont plus préoccupés par les inégalités éducatives.

46-60 ans : plus inquiets des dégradations du lien social, de la pauvreté, du racisme, de la violence sociale, et des difficultés d'accès aux droits.

Seniors / retraités : moins préoccupés que la moyenne par les pénuries, la hausse des prix et les enjeux économiques.

■ SITUATION FAMILIALE

Couples avec enfants : plus sensibles au changement climatique.

Couples sans enfants : inquiets des catastrophes industrielles, de la hausse des prix de l'essence, de la solitude et des maladies professionnelles.

Personnes seules : plus sensibles aux effets du climat (vagues de chaleur, qualité de vie), à la solitude et aux difficultés d'accès aux services.

■ STATUT D'OCCUPATION

Locataires HLM : très sensibles à l'ensemble des risques économiques, climatiques, et sociaux. Ils sont inquiets face à la précarité alimentaire, aux difficultés d'accès au logement, aux coupures de routes et aux inégalités éducatives.

Propriétaires et locataires du parc privé : moins préoccupés par les hausses de prix et les pénuries.

■ STATUT PROFESSIONNEL

Étudiants : inquiets des effets du climat sur la santé et la qualité de vie. Ils perçoivent comme probable la difficulté d'accès au logement et la précarité de l'emploi futur.

Personnes sans emploi : plus sensibles à la solitude et aux risques sociaux.

■ TERRITOIRE DE RÉSIDENCE

Habitants des zones rurales et périurbaines : plus inquiets de la dégradation des services publics, notamment de l'accès aux démarches administratives. Ils redoutent davantage les conséquences économiques pour les entreprises locales (énergie, matières premières).

Habitants des grandes villes : moins préoccupés par les enjeux de services publics.

■ POSITIONNEMENT POLITIQUE

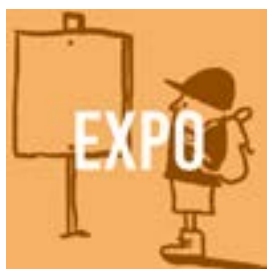
Personnes à gauche : très inquiètes du changement climatique et sensibles aux inégalités sociales, éducatives, et à la pauvreté.

Personnes au centre : moins concernées par les risques économiques et climatiques.

Personnes à droite : moins inquiètes du changement climatique. Elles sont plus inquiètes des risques liés à l'incapacité des pouvoirs publics, à l'emploi, à la délinquance, aux violences sociales et au coût de l'essence.

L'ATELIER DES FUTURS Le RARRe

Le Rapport annuel sur les risques et la résilience est un outil au service d'une action publique éclairée. Chaque édition se conclut par une phase d'essai pour nourrir le débat public local. Un kit communication a été produit pour les acteurs locaux souhaitant contribuer à l'essai de la démarche auprès des élus et décideurs des territoires de l'aire grenobloise.



Disponible sur www.aurg.fr

